

Communiqué de presse de la manifestation contre les JO 2030 prévue le 28/09 à Grenoble

RDV 12h Tour Perret Parc Paul Mistral, départ 14h

Face aux projets de jeux olympiques d'hiver dans les Alpes; en 2026 en Italie, puis en 2030 en France, les massifs alpins contre-attaquent!

Le collectif NO JO, les comités locaux des Soulèvements de la Terre, Extinction Rebellion et ATTAC organisent un rassemblement à Grenoble le samedi 28 septembre.

Nous nous opposons à ces projets insensés. Il est plus que l'heure d'adapter nos activités de montagnes face au changement climatique.

Des délégations sont attendues d'Italie et des 4 coins des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côtes d'Azur, régions porteuses de la candidature des Alpes Françaises 2030.

Le rendez-vous est fixé à 12h au Parc Paul Mistral au pied de la Tour Perret. Pique-nique collectif, prises de paroles, infokiosques et déambulations joyeuses et déguisées au son des batucadas sont au programme de l'après-midi.

Du tourisme hivernal de masse à la sauce Grenoble 1968

En 1968, Grenoble incarnait le grand "plan neige" de l'État français en accueillant les JO d'hiver, qui visibilisaient mondialement la nouvelle ambition française. Depuis, nos montagnes vivent du tourisme hivernal de masse; la France est le 2ème pays en nombre de journées-skieurs après les Etats-Unis.

Le modèle économique des années 60, fondé sur le sur tourisme et le loisir a atteint ses limites environnementales et sociales. Un réchauffement des températures mondiales de 4 degrés d'ici 2100 - hautement probable- entraînerait la mise hors service de 98 % des 2234 stations de sports d'hiver européennes. Quand la température augmente de 1,4°C dans la plaine elle augmente de 2°C dans nos territoires de montagne. D'ores et déjà, nous subissons les conséquences de ce dérèglement; les intempéries de décembre 2023 et de juin 2024 ont causé de graves dégâts comme à la Bérarde.

Dans un rapport de février 2024, la cour des comptes alerte sur l'essoufflement de ce modèle des montagnes françaises et pointe l'absence d'anticipation des décideurs publics.

La candidature française pour les JO d'hiver 2030 dans les Alpes - tout comme celle de l'Italie pour les JO d'hiver 2026- est en ce sens une aberration totale. Annoncés comme "durables" ces JO n'en ont pas moins que dans les années 60, l'ambition de faire rayonner le tourisme hivernal à l'international et de le renforcer par la création de nouvelles infrastructures. Un non-sens historique.

Un référendum comme les autres pays démocratiques!

Le 29 novembre 2023, le CIO n'a retenu que la candidature de la France car elle ne prévoit pas de consulter sa population, contrairement à la Suède et la Suisse). Pour 2024 déjà, Paris a obtenu les jeux contre ses colistières (Boston, Budapest, Toronto, Rome) pour la même raison.

Les régions AURA et PACA ont constitué de manière express à l'été 2023 une candidature commune, validée en juillet 2024 par le CIO et bientôt entérinée par l'apport d'une garantie financière de l'État français, c'est à dire l'engagement que ce dernier épongera les dettes en cas de problème, comme une absence de neige par exemple.

Alors que le président sortant du conseil régional AURA Laurent Wauquiez a œuvré durant ses deux mandats pour arroser l'industrie du ski d'argent public et porter la candidature des JO 2030, son successeur Fabrice Pannekoucke affirme dès les prémices de son mandat son enthousiasme à l'idée d'accueillir les jeux.

Une pétition ayant rassemblé pour l'instant près de 15 000 signatures demande un référendum relatif à la tenue ou non des JO d'hiver 2030: <https://www.change.org/p/demande-de-r%C3%A9f%C3%A9rendum-pour-la-candidature-des-alpes-aux-j-o-p-2030>

Du gaspillage d'argent public au bénéfice des plus riches et au détriment des habitant.e.s et du sport pour toutes et tous

Alors que les prévisions budgétaires annoncent de nouvelles coupes dans le service public, le gouvernement va choisir de dépenser 2 milliards d'euros. C'est d'autant plus inquiétant que cette somme n'est qu'une prévision. Pour rappel, les JO de Paris avaient annoncé entre 3 et 5 milliards et coûtent finalement autour de 11 milliard d'euros. Les JO sont une gabegie financière, de dépenses démesurées en communication et "festivités" aux infrastructures temporaires démontées à la fin des JO.

De plus, cet argent public est au bénéfice de stations de ski fréquentées par des touristes aisés alors que 90% de la population française ne va pas aux sports d'hiver. Combien de terrains de sports ou d'activités sportives pourraient être financés dans des quartiers prioritaires ou dans les villages par l'argent mis dans la rénovation et l'entretien d'une piste de bobsleigh utilisée par quelques centaines de privilégiés par an? Quand elle n'est pas laissée à l'abandon comme le fameux tremplin de ski de St Nizier du Moucherotte...

Enfin, comme observé à Paris ces derniers mois, on peut s'attendre à une aggravation de la crise du logement déjà alarmante en montagne. En effet, la spéculation immobilière et l'achat de résidences secondaires, qui représentent plus de 80% des logements dans certaines stations, fait grimper les prix de l'immobilier et contraint les habitant.es les moins aisé.es dont les plus jeunes à quitter le villages. Plus encore, cette gentrification structure la vie villageoise qui devient dès lors fantomatique et s'organise autour des besoins d'une riche clientèle : espaces bien-être onéreux et gourmands en eau, boutiques de luxe, hélicopters...

Assez de poudre aux yeux: pour une utilisation utile de l'argent public pour nos montagnes!

Aujourd'hui, l'urgence est à la limitation des dégâts et à l'invention d'autres modèles économiques montagnards. Des JO 2026 à Milan-Cortina au JO 2030 en passant par d'autres grands événements sportifs comme les championnats du monde de biathlon en 2028 au Grand-Bornand, les Alpes sont assaillies de toutes parts par les projets des sports d'hiver. Ces événements mettent en jeu rien moins que la possibilité de continuer d'habiter nos montagnes, au nom du profit et de l'habitude.

Pourtant, des idées existent pour une transition des montagnes vers des activités adaptées au climat futur et préservant les ressources naturelles et la vie locale. La station de Metabief (Haut-Doux)² a choisi d'envisager la fin du ski alpin à l'horizon 2030-35, tenant compte des projections climatiques, et d'investir dans la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel et d'autres activités sportives. D'autres stations encore, en basse montagne, expérimentent un fonctionnement occasionnel du domaine conditionné à l'enneigement naturel. Surtout, dans tout l'arc alpin et par-delà les frontières nationales, des habitant.es se mobilisent pour défendre un sport populaire et des montagnes habitables, pour toutes et tous.

Les jeux ne sont pas faits, NON aux JO !



Coupe du monde de Biathlon, le Grand Bornand, décembre 2022

A propos de NO JO

NO JO! est un collectif qui s'est constitué en 2023 pour protester contre la candidature française des JO d'hiver 2030 considérée comme une aberration économique, sociale et environnementale.

NO JO! rassemble à ce jour une cinquantaine d'associations et collectifs présents dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur et fonctionne avec des groupes locaux.

NO JO! entretient des liens avec Saccage 2024 et avec des collectifs étrangers opposés aux JO.

Contact presse : nojo2030@protonmail.com / 07 66 82 23 35

Campagne de soutien: <https://no-jo.fr/soutenez-la-lutte-des-sous-pour-no-jo/>